



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Service de l'accès au droit, à la justice  
et de la politique de la ville

Circulaire du 31 mars 2006  
*Date d'application : immédiate*

**LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE,**

**A**

*- pour attribution -*

**Monsieur le Président du Tribunal supérieur d'Appel de Mamoudzou  
Monsieur le Procureur de la République près ledit tribunal**

*- pour information -*

**Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale de la Magistrature  
Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale des Greffes**

*et*

**Monsieur le Président du Conseil National des Barreaux  
Monsieur le Président de la Conférence des Bâtonniers  
Monsieur le Bâtonnier de l'ordre des avocats au barreau de Mayotte**

**N° NOR : JUS J 06 90 008 C**

**TITRE DETAILLÉ :** Présentation des dispositions du décret n° 2005-1506 du 5 décembre 2005 relatif à l'aide juridique à Mayotte et modifiant le décret n° 96-292 du 2 avril 1996.

**MOTS CLÉS :** Aide juridictionnelle, Aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue, Mayotte, Rétribution des avocats et des personnes agréées.

**TEXTES SOURCES :** Décret n° 2005-1006 du 5 décembre 2005 relatif à l'aide juridique à Mayotte et modifiant le décret n° 96-292 du 2 avril 1996

**TEXTE MODIFIÉ :** Décret n° 96-292 du 2 avril 1996 portant application de l'ordonnance n° 92-1143 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle à Mayotte

**PUBLIÉE :** BO ; Intranet SADJPV et DSJ

**MODALITÉS DE DIFFUSION :** Diffusion assurée par le ministère de la justice en un exemplaire aux chefs du Tribunal supérieur d'appel de Mamoudzou à charge pour eux d'en assurer la diffusion à tous les magistrats de leur ressort ainsi qu'aux chefs de greffe. Un exemplaire à tous les autres destinataires pour information.



Le décret n° 2005-1506 du 5 décembre 2005 relatif à l'aide juridique à Mayotte a pour objet de permettre la rétribution, dans la collectivité territoriale de Mayotte, des avocats et des personnes agréées, qui prêtent leur concours au titre de l'aide juridictionnelle, lors de procédures qui, d'ores et déjà, en matière civile comme en matière pénale, ont été rendues applicables dans cette collectivité. A cet effet, il modifie le barème de la contribution de l'Etat à la rétribution des avocats, figurant à l'article 54 du décret n° 96-292 du 2 avril 1996.

Il fixe également le montant de la contribution de l'Etat à la rétribution de l'avocat ou de la personne agréée qui intervient au cours de la garde à vue.

La présente circulaire précise les modalités d'application de ces nouvelles dispositions.

## **I – MODIFICATION DU BAREME DE L'ARTICLE 54 DU DECRET DU 2 AVRIL 1996**

Le décret du 5 décembre 2005 adapte le barème de l'article 54 en matière civile et pénale qui figure en ANNEXE N°1.

### **A - Adaptation du barème en matière civile**

#### **1. Procédures de divorce**

La loi du 26 mai 2004 a profondément modifié la procédure de divorce qu'elle simplifie.

Le divorce par consentement mutuel vient remplacer le divorce sur requête conjointe, avec une procédure allégée. Pour tous les autres cas de divorce, la loi institue un « tronc commun » procédural, de la requête jusqu'à l'assignation, dans lequel les causes du divorce ne sont pas évoquées.

Aussi, pour tenir compte des nouvelles procédures de divorce, la ligne « *I.1 Divorce* » du barème de l'article 54 est remplacée par deux nouvelles lignes :

*-I.1. « Divorce par consentement mutuel », affectée d'un coefficient de 18*

*-I.2. « Autres cas de divorce », affectée d'un coefficient de 20*

Par ailleurs, l'économie des nouveaux textes conduit également à modifier les procédures d'admission à l'aide juridictionnelle en matière de divorce.

Sauf pour le divorce par consentement mutuel, le nouveau texte ne permet pas une identification précise du cas de divorce dans lequel se placent les époux au moment du dépôt de la requête. En effet, la demande est formée par voie de requête présentée par un avocat « sans indiquer les motifs du divorce » (art. 251 nouveau du code civil). Sous réserve de l'acceptation du principe de la rupture par les époux assistés de leurs avocats à l'audience de conciliation (art. 1123 nouveau du NCPC), la nature indifférenciée de la demande en divorce subsiste jusqu'à l'assignation ou la requête conjointe introductive d'instance.

Par ailleurs, lors de la demande d'aide juridictionnelle, les époux qui s'accordent pour divorcer peuvent hésiter sur le fondement juridique de la procédure, et notamment sur



l'éventualité d'un divorce par consentement mutuel, alors qu'ils ne se sont pas encore entretenus avec un avocat.

**Afin de préserver le choix des parties sur la nature du divorce, il n'est pas exigé, au stade de l'admission par le bureau de l'aide juridictionnelle, que soit précisée la nature de la procédure.**

De même, les nouveaux textes facilitent encore les « passerelles » permettant de modifier la demande ou de la fonder sur un autre cas de divorce (art. 247, 247-1 et 247-2 du code civil).

La nature du divorce prononcé ne peut donc être connue qu'à l'issue de la procédure.

## **2. Autres procédures devant le juge aux affaires familiales**

Pour tenir compte de la réforme des procédures devant le juge aux affaires familiales introduite par le décret du 29 octobre 2004, une nouvelle ligne a été insérée dans le barème :

- *I.4. « Autres instances devant le JAF », affectée d'un coefficient de 9.*

Il convient de préciser que relèvent de cette rubrique les mesures urgentes prises sur le fondement de l'article 220-1 du code civil. En revanche, les instances après divorce relèvent de ligne I.3 « *Procédure après divorce devant le juge aux affaires familiales (JAF).* »

Ainsi, lorsque ces mesures sont engagées, avant l'introduction de la requête en divorce, sur le fondement de l'article 220-1 modifié du code civil, la rétribution de l'avocat relève de la rubrique I.4. Ce texte permet de statuer le cas échéant sur la résidence séparée, les modalités d'exercice de l'autorité parentale et la contribution aux charges du mariage lorsque les violences exercées par l'un des époux mettent en danger son conjoint, un ou plusieurs enfants.

En raison de la renumérotation, les lignes « *I.3. Incapacités* » et *I.4. « Assistance éducative »* deviennent respectivement les lignes I.5. et I.6.

## **3. Droit du travail**

Le décret modifie le libellé de la *rubrique II « Droit social »* et les lignes afférentes afin de prendre en considération les compétences dévolues par la loi au tribunal du travail institué à Mayotte et de mieux distinguer la rétribution afférente aux instances au fond de celles des référés.

A cet effet, la *rubrique II « Droit social »* devient la rubrique « *Droit du travail* » comportant les lignes suivantes :

- *II.1. « Tribunal du travail, instance au fond », affectée d'un coefficient de 18 ;*
- *II.2. « Tribunal du travail, référé », affectée d'un coefficient de 6.*



#### **4. Procédures d'exécution et juge de proximité**

L'ordonnance n° 2004-1233 du 20 novembre 2004 et son décret d'application ont procédé à l'extension, à la collectivité territoriale de Mayotte, du nouveau code de procédure civile, de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution et du décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution.

Le nouveau barème prévoit que le coefficient de la ligne *III.2 « Autres juridictions, instance au fond »*, également applicable devant le juge chargé de l'exécution, est affecté d'un coefficient de **7**.

De même, le décret modifie le barème en insérant une ligne *III.6 « Difficultés d'exécution devant le juge de l'exécution »* afin de tenir compte des compétences exercées par le juge du tribunal de première instance en cette matière. Le coefficient est de **2**.

Par ailleurs, le décret n° 2003-542 du 23 juin 2003, qui précise les compétences du juge de proximité, a prévu son applicabilité à Mayotte. Les procédures portées devant cette juridiction donnent lieu désormais à la rétribution prévue à la ligne *III.2* affectée d'un coefficient de **7**.

#### **5. Demande de réparation d'une détention provisoire**

La loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la présomption d'innocence et les droits des victimes, ainsi que ses décrets d'application ont réformé la procédure de réparation en raison d'une détention provisoire.

Le décret insère une ligne *III.7. « Demande de réparation d'une détention provisoire »* dans le tableau figurant sous l'article 54 à laquelle est affecté un coefficient de **3**.

#### **B – Adaptation du barème en matière pénale.**

Le décret du 5 décembre 2005 effectue diverses modifications du barème pour permettre la rétribution de l'avocat ou de la personne agréée qui prête son concours au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle lors de certaines procédures pénales.

##### **1. Dispositions relatives aux parties civiles**

L'intitulé de la ligne *V.4. « Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour criminelle »*, est modifié afin d'inclure l'assistance d'une partie civile devant le tribunal pour enfants statuant au criminel.

La note (6), figurant sous le tableau de l'article 54, prévoit pour la ligne *V.4*, une majoration de **7** unités de valeur par jour supplémentaire d'audience.



Deux lignes spécifiques sont créées :

- V.5, « Assistance d'une partie civile pour une instruction correctionnelle », affectée d'un coefficient de 6.
- V.6, « Assistance d'une partie civile pour une instruction criminelle », affectée d'un coefficient de 8.

## **2. Assistance du prévenu en matière correctionnelle ou devant le juge des enfants ou le tribunal pour enfants**

La ligne VII 1 « Comparution devant le juge délégué » devient la ligne VII 2 « Débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire ».

La rubrique VII. « Procédures correctionnelles » est complétée par l'ajout de deux lignes :

- VII.1 « Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché », affectée d'un coefficient de 2.
- VII.3 « Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché et débat contradictoire relatif à la détention provisoire lorsqu'ils sont assurés par le même avocat », affectée d'un coefficient de 3.

## **3. Procédures d'appel et procédures devant la chambre de l'instruction**

Dans la mesure où la chambre de l'instruction a des attributions distinctes de celles de juge d'appel, le titre de la rubrique IX est désormais intitulé « Procédures d'appel et procédures devant la chambre de l'instruction. »

Les procédures visées sous la rubrique IX « Procédures d'appel » sont distinguées suivant qu'elles se déroulent devant la chambre des appels correctionnels (IX.1.) ou devant la chambre de l'instruction (IX.2.). En effet, le décret du 5 septembre 2003 a introduit un cas de rétribution spécifique pour les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention.

A la rubrique IX.2, une note (5) relative à l'assistance d'un prévenu pour les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés, précise que l'ensemble des appels portés au cours de l'instruction devant la chambre de l'instruction donne lieu à un coefficient de 5.

Par ailleurs, il est tenu compte des dispositions de la loi du 9 mars 2004 relatives à l'exécution d'un mandat d'arrêt européen qui attribue compétence à la chambre de l'instruction pour accorder la remise d'une personne appréhendée en exécution d'un tel mandat. Le libellé de la ligne IX.2. est donc complété. Il est affecté d'un coefficient de 4.



#### **4. Procédures d'application des peines**

Une nouvelle rubrique X. « *Procédures d'application des peines* » est créée pour tenir compte de l'application à Mayotte de la loi du 15 juin 2000 précitée et de la loi du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité.

Ces procédures, prévues aux lignes X.1 à X.3, sont chacune affectées d'un coefficient de **2** :

- X.1. « *Assistance d'un condamné devant le président du tribunal de première instance, le juge des enfants statuant en matière d'application des peines ou le tribunal pour enfants statuant en matière d'application des peines.* »
- X.2. « *Représentation d'un condamné devant la chambre de l'application des peines du tribunal supérieur d'appel, son président ou la chambre spéciale des mineurs.* »
- X.3. « *Assistance d'un condamné lors du recueil de son consentement pour le placement sous surveillance électronique.* »

#### **II - MODIFICATION DES ATTESTATIONS DE MISSION**

Afin de prendre en compte les nouvelles procédures introduites à Mayotte et les nouveaux coefficients de rétribution, des modèles d'imprimés d'attestation de mission spécifiques à Mayotte ont été élaborés et figurent en ANNEXE N° 2.

Ils peuvent également être consultés ou édités sur le site INTRANET du SADJPV :

<http://intranet.justice.gouv.fr/site/sadjpv/index.php?rubrique=316>

#### **III - NOUVEAU FORFAIT DE RETRIBUTION EN MATIERE DE GARDE A VUE.**

Le décret du 5 décembre 2005 fixe la rétribution de l'avocat ou de la personne agréée, qui intervient au cours de la garde à vue, procédure applicable à Mayotte, aux termes des articles 877 et suivants du code de procédure pénale qui étendent l'article 63-4 du même code à cette collectivité.

##### **A - Conditions de la rétribution des avocats et des personnes agréées intervenant au cours de la garde à vue**

La contribution de l'Etat à la rétribution des avocats et des personnes agréées intervenant au cours de la garde à vue est due **exclusivement lorsque ces derniers sont désignés d'office par le bâtonnier de l'Ordre des avocats.**

Le bureau d'aide juridictionnelle n'intervient pas dans cette procédure ; il ne doit pas se prononcer sur une admission à l'aide juridictionnelle. Toutefois, il se reportera à la circulaire SG/CIRC/N°6-2005 de la Chancellerie du 9 décembre 2005 relative aux nouvelles procédures de gestion et d'exécution budgétaire des dépenses d'aide juridictionnelle, pour l'établissement du tableau mensuel relatif à l'engagement correspondant à l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue.



Par ailleurs, deux conditions doivent être remplies pour permettre le versement de la rétribution à l'avocat ou à la personne agréée :

- la désignation par le bâtonnier de l'avocat ou de la personne agréée ;
- la justification de l'intervention au cours de la garde à vue, visée par l'officier ou l'agent de police judiciaire et comportant le nom de l'avocat ou de la personne agréée, celui de la personne gardée à vue, le lieu, la date et l'heure de l'intervention.

A cet effet, un imprimé élaboré par le Ministère de la justice est joint en **ANNEXE N°3**. Ce modèle devra être utilisé impérativement par les avocats et les personnes agréées pour obtenir leur rétribution.

Les Ministères de l'Intérieur et de la Défense ont été destinataires de cet imprimé qui comporte quatre parties :

**- la première relative à l'intervention de l'avocat :**

Elle devra être remplie par l'avocat à l'issue de son intervention et être visée par un officier ou un agent de police judiciaire qui apposera son nom, son prénom, sa signature et le cachet du service, après avoir vérifié l'exactitude des mentions portées par l'avocat.

**- la seconde relative à la désignation d'office :**

Elle devra être remplie par le bâtonnier ou son délégué qui devra vérifier si l'intervention a bien été effectuée dans le cadre des permanences organisées par l'ordre.

**- la troisième relative au montant de la rétribution :**

Elle sera remplie par le bâtonnier qui fixe le nombre de majorations au vu des éléments de temps et de lieu figurant sous la première rubrique (déplacement de nuit ou en dehors des limites de la commune du siège du tribunal de première instance).

Le service de la cellule budgétaire du tribunal supérieur d'appel de Mamoudzou arrête et liquide le montant de la somme due.

**B - Montant de la contribution de l'Etat à la rétribution des avocats et des personnes agréées intervenant au cours de la garde à vue**

Le montant de la contribution de l'Etat à la rétribution des avocats est fixé, par l'article 84-1 du décret modifié, à **28 euros** par intervention.

Il est majoré de **14 euros** lorsque l'intervention a lieu de nuit, entre 22 heures et 7 heures. Cette majoration est due dès que l'intervention de l'avocat a débuté avant 7 heures ou s'est achevée après 22 heures. Une majoration de **11 euros** est appliquée lorsque l'intervention a lieu hors des limites de la commune du siège du tribunal de première instance.



Ces deux majorations se cumulent. Cependant, en application de l'article 84-1, lorsque le même avocat est appelé à intervenir pour plusieurs personnes gardées à vue dans le même lieu, lors d'un même déplacement, ces majorations ne peuvent être perçues qu'une fois ; aussi, il est nécessaire que dans ce dernier cas, l'ensemble des demandes de paiement soit présenté de manière simultanée au bâtonnier de l'ordre des avocats.

Un tableau figurant en ANNEXE N°4 présente les majorations applicables.

En application de l'article 84-2 du décret modifié, la contribution de l'Etat à la rétribution de la personne agréée désignée d'office intervenant au cours de la garde à vue est égale aux deux tiers du montant fixé par l'article 84-1. Les montants des majorations doivent également être minorés dans les mêmes proportions.

### **C - Paiement de la contribution de l'Etat à la rétribution des avocats et des personnes agréées intervenant au cours de la garde à vue**

En l'absence de CARPA dans la collectivité territoriale de Mayotte, les sommes revenant aux avocats et personnes agréées doivent être préalablement liquidées et ordonnancées par la cellule budgétaire du tribunal supérieur d'appel de Mamoudzou, avant d'être payées par le comptable assignataire.

A cet effet, le bâtonnier de l'Ordre des avocats transmettra à la cellule budgétaire du tribunal supérieur d'appel de Mamoudzou, un bordereau établi selon le modèle figurant en ANNEXE N°6 de la circulaire N° SG/CIRC/N° 6-2005 du 9 décembre 2005 relative aux nouvelles procédures de gestion et d'exécution budgétaire des dépenses d'aide juridictionnelle pour chaque avocat et personne agréée intervenus au cours de la garde à vue, accompagné du document justifiant de leur intervention. Il remettra une copie de ce bordereau au bureau d'aide juridictionnelle de Mamoudzou, en vue du suivi par ce dernier, des engagements de dépense.

Les missions concernant plusieurs personnes gardées à vue pour lesquelles un même avocat (ou personne agréée) est intervenu dans un même lieu, lors d'un même déplacement, doivent être regroupées par le bâtonnier de l'Ordre des avocats dans le même document afin que les vérifications nécessaires relatives aux majorations dues puissent être effectuées par la cellule budgétaire. Elle assurera la saisie des paiements dans l'application NDL utilisée pour l'ordonnancement et le mandatement des dépenses. Les propositions de mandatement accompagnées des originaux des pièces justificatives seront adressées par la cellule budgétaire à la trésorerie générale de Mayotte.

## **IV – ENTREE EN VIGUEUR DES NOUVELLES DISPOSITIONS**

Les dispositions du décret du 5 décembre 2005 sont applicables aux missions d'aide juridictionnelle et aux interventions au cours de la garde à vue achevées postérieurement à sa publication (J.O du 7 décembre 2005), en application des articles 5 et 6 dudit décret.

Toutefois, pour tenir compte de la date d'entrée en vigueur de la loi relative au divorce du 26 mai 2004, l'article 5 du décret prévoit que la rétribution fixée aux lignes I.1 à I.2 de la

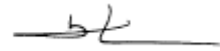


rubrique I. « Droit des personnes » du barème de l'article 54 du décret du 2 avril 1996 est applicable aux missions d'aide juridictionnelle pour lesquelles l'assignation a été délivrée ou la requête remise au greffe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Je vous prie de bien vouloir transmettre sans délai la présente circulaire à l'ensemble des magistrats et fonctionnaires concernés et de veiller à son application.

Je vous remercie de bien vouloir me faire connaître, sous le timbre du Service de l'Accès au Droit et à la Justice et de la Politique de la Ville, les difficultés que vous seriez susceptibles de rencontrer dans l'application de cette circulaire.

Le Chef du Service de l'Accès  
au Droit et à la Justice et de  
la Politique de la Ville



**Marielle THUAUX**



## **ANNEXES**

1. Barème de rétribution des missions d'aide juridictionnelle
2. Modèles d'attestation de mission
3. Imprimé relatif à l'intervention de l'avocat commis d'office au cours de la garde à vue
4. Tarif de la rétribution de l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue



**ANNEXE N°1**

**Barème de rétribution des missions d'aide juridictionnelle**



**Comparaison entre le tableau de l'article 54 figurant dans le décret du 2 avril 1996 et celui proposé dans le projet de décret portant modification de ce décret**

Décret n°96-292 du 2 avril 1996		projet de décret portant modification du décret n°96-292 du 2 avril 1996	
PROCEDURES	COEFFICIENTS	PROCEDURES	COEFFICIENTS
<i>I.- Droit des personnes</i>		<i>I.- Droit des personnes</i>	
I.1 Divorce	18	<b>I.1 Divorce par consentement mutuel</b>	18
I.2 Procédure après divorce	8	<b>I.2 Autres cas de divorce</b>	<b>20</b>
I.3 Incapacités	8	<b>I.3 Procédure après divorce devant le juge aux affaires familiales (JAF)</b>	8
I.4 Assistance éducative	8	<b>I.4 Autres instances devant le JAF</b>	<b>9</b>
		<b>I.5 Incapacités</b>	8
		<b>I.6 Assistance éducative</b>	8
<i>II.- Droit social</i>		<i>II.- Droit du travail</i>	
II.1 Référé.Tribunal du travail	6	<b>II.1 Tribunal du travail, instance au fond</b>	18
II.2 Autres procédures	18	<b>II.2 Tribunal du travail, référé</b>	6
<i>III.- Autres matières civiles</i>		<i>III.- Autres matières civiles</i>	
III.1 Tribunal de première instance	16	III.1 Tribunal de première instance, <b>instance au fond</b>	16
III.2 Référés	6	<b>III.2. Autres juridictions, instance au fond (1),</b>	<b>7</b>
III.3 Matière gracieuse	6	III.3 Référés	6
III.4 Requête	3	III.4 Matière gracieuse	6
		III.5 Requête	3
		<b>III.6 Difficultés d'exécution devant le jex</b>	<b>2</b>
		<b>III.7 Demande de réparation d'une détention provisoire</b>	<b>3</b>
<i>IV- Appel (1)</i>	16	<i>IV- Appel (2)</i>	16
<i>V.- Partie civile</i>		<i>V.- Partie civile</i>	
V.1 Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant une juridiction de premier degré	6	V.1 Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant une juridiction <b>de jugement</b> de premier degré, <b>à l'exception des procédures mentionnées aux V.2 et V.4. (3)</b>	6
V.2. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police (1ère classe à 4ème classe)	2	V.2. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police <b>ou le juge de proximité (contraventions de police de la 1ère à la 4ème classe) (3)</b>	2



**Comparaison entre le tableau de l'article 54 figurant dans le décret du 2 avril 1996 et celui proposé dans le projet de décret portant modification de ce décret**

Décret n°96-292 du 2 avril 1996		projet de décret portant modification du décret n°96-292 du 2 avril 1996	
PROCEDURES	COEFFICIENTS	PROCEDURES	COEFFICIENTS
V.3. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal supérieur d'appel (chambre des appels correctionnels)	10	V.3. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal supérieur d'appel (chambre des appels correctionnels) <b>(3)</b>	10
V.4. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour criminelle	24	V.4. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour criminelle, <b>le tribunal pour enfants statuant au criminel (3)</b>	24 <b>(6)</b>
		V.5. Assistance d'une partie civile pour une instruction correctionnelle <b>(3)(4)</b>	6
		V.6. Assistance d'une partie civile pour une instruction criminelle <b>(3)(4)</b>	8
<i>VI.- Procédures criminelles</i>		<i>VI.- Procédures criminelles</i>	
VI.1. Instruction criminelle (2) (3)	40	VI.1. Instruction criminelle (3)	40
VI.2. Assistance d'un accusé devant la cour criminelle, le tribunal pour enfants statuant au criminel	40	VI.2. Assistance d'un accusé devant la cour criminelle, le tribunal pour enfants statuant au criminel	40 <b>(7)</b>
Majoration par jour supplémentaire	12		
<i>VII.- Procédures correctionnelles</i>		<i>VII.- Procédures correctionnelles</i>	
		VII.1. Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché	2
VII.1.Comparution devant le juge délégué	2	VII.2. Débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire	2
		VII.3. Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché et débat contradictoire relatif à la détention provisoire lorsqu'ils sont assurés par le même avocat	3
VII.2. Instruction correctionnelle avec détention provisoire (JI ou JE) (2) (3)	16	VII.4. Instruction correctionnelle avec détention provisoire (JI ou JE) (3)	16
VII.3. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (JI ) (2)	10	VII.5. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (JI )	10
VII.4. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (JE) avec renvoi devant le tribunal pour enfants (2)	10	VII.6. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (JE) avec renvoi devant le tribunal pour enfants	10
VII.5. Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants	4	VII.7. Assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet <b>y compris la phase d'instruction</b> )	3
VII.6. Assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet)	3	VII.8. Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants	4
<i>VIII.- Procédures contraventionnelles</i>		<i>VIII.- Procédures contraventionnelles</i>	
VIII.1 Assistance d'un prévenu devant le tribunal de police (5ème classe)	2	VIII.1 Assistance d'un prévenu devant le tribunal de police <b>ou le juge de proximité (contraventions de police de la 5ème classe)</b>	2



**Comparaison entre le tableau de l'article 54 figurant dans le décret du 2 avril 1996 et celui proposé dans le projet de décret portant modification de ce décret**

Décret n°96-292 du 2 avril 1996		projet de décret portant modification du décret n°96-292 du 2 avril 1996	
PROCEDURES	COEFFICIENTS	PROCEDURES	COEFFICIENTS
<i>IX.- Procédures d'appel</i>		<i>IX.- Procédures d'appel et procédures devant la chambre de l'instruction</i>	
Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels et autres procédures devant la chambre d'accusation (y compris l'extradition)	4	IX.1 Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels	4
		IX.2 Assistance d'un prévenu pour les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention (5) et autres procédures devant la chambre de l'instruction (y compris extradition et procédures de remise résultant de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen)	4
		<i>X.- Procédure d'application des peines</i>	
		X.1. Assistance d'un condamné devant le président du tribunal de première instance, le juge des enfants statuant en matière d'application des peines, ou le tribunal pour enfants statuant en matière d'application des peines	2
		X.2. Représentation d'un condamné devant la chambre de l'application des peines du tribunal supérieur d'appel, son président ou la chambre spéciale des mineurs	2
		X.3. Assistance d'un condamné lors du recueil de son consentement pour le placement sous surveillance électronique	2
<i>XII.- Procédures prévues par l'ordonnance n°2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte</i>		<i>XI. - Procédures prévues par l'ordonnance n°2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte</i>	
XII.1. Article 48	4	XI.1. Article 48	4
XII.2. Article 50	4	XI.2. Article 50	4
<i>X. - Tribunal administratif</i>		<i>XII. - Tribunal administratif</i>	
X.1. Affaires au fond	16	XII.1. Affaires au fond	16
X.2. Autres procédures	4	XII.2. Autres procédures	4



**Comparaison entre le tableau de l'article 54 figurant dans le décret du 2 avril 1996 et celui proposé dans le projet de décret portant modification de ce décret**

Décret n°96-292 du 2 avril 1996		projet de décret portant modification du décret n°96-292 du 2 avril 1996	
PROCEDURES	COEFFICIENTS	PROCEDURES	COEFFICIENTS
<i>XI.- Autres juridictions administratives</i>	10	<i>XIII.- Autres juridictions administratives</i>	10
<i>XIII - Commissions adminIstratives</i>		<i>XIV. - Commissions administratives</i>	
XIII-1 Commission d'expulsion des étrangers prévue à l'article 32 de l'ordonnance n°2000-373 du 26 avril 2000	6	XIV-1 Commission d'expulsion des étrangers prévue à l'article 32 de l'ordonnance n°2000-373 du 26 avril 2000	6

(1) y compris appel avec référé.

(2) y compris appels formés devant la chambre d'accusation

(3) En cas de pluralité d'avocats désignés pour assister une personne à l'occasion de procédures pénales prévues dans la présente rubrique, une seule rétribution est due.

**(1) y compris devant le juge de proximité et le juge chargé de l'exécution.**

(2) y compris appel avec référé.

(3) En cas de pluralité d'avocats désignés pour assister une personne à l'occasion de procédures pénales prévues dans la présente rubrique, une seule rétribution est due.

**(4) Une seule contribution est due pour l'assistance de la partie lors de l'ensemble de la phase procédurale visée, que la chambre de l'instruction ait été ou non saisie.**

**(5) L'ensemble des appels portés au cours de l'instruction devant la chambre de l'instruction donne lieu à une rétribution forfaitaire de 5 UV.**

**(6)Majoration par jour supplémentaire d'audience : 7 UV.**

**(7) Majoration par jour supplémentaire d'audience : 12 UV .**



**ANNEXE N°2**

**Modèles d'attestation de mission :**

- en matière civile,
- en matière pénale,
- en matière administrative.



**Jurisdiction  
(adresse-Cachet)**

(Articles 2 et 5 du décret n°2005- 1506 du 5 décembre 2005)

## ATTESTATION DE MISSION AFFAIRES CIVILES

N/A.F.M. 

“ Maître \_\_\_\_\_

Inscrit au Barreau de -----

Personne agréée -----

dans l'affaire ----- c/ -----

N/R.G.C.    ££££££££    Aide Juridictionnelle **9** totale **9** partielle    ££ %

Décision du B.A.J du    ££   ££   ££££   N/B.A.J   ££££££££££££££££££££££££££

N/	I - PROCÉDURES	Coeff uv (1)		N/	I - PROCÉDURES	Coeff uv (1)	
divorce -missions pour lesquelles l'assignation a été délivrée ou la requête remise au greffe avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2005				7	Tribunal du travail, instance au fond	18	
1-2	Divorce	18		9	Tribunal du travail, référés	6	
divorce -missions pour lesquelles l'assignation a été délivrée ou la requête remise au greffe après le 1 <sup>er</sup> janvier 2005				11	Tribunal de 1 <sup>ère</sup> instance, instance au fond	16	
1-1	Divorce par consentement mutuel	18		12	Autres juridictions, instance au fond (y compris Juge de l'exécution, juge de proximité)	7	
3-1	Autres cas de divorce	20		12-1	Difficultés d'exécution devant le juge de l'exécution	2	
autres procédures				12-2	Demande de réparation d'une détention provisoire	3	
3	Procédure après divorce devant le juge aux affaires familiales (JAF)	8		13	Référés	6	
4-1	Autres instances devant le JAF	9		14	Matière gracieuse	6	
5	Incapacités	8		15	Requête	3	
6	Assistance éducative	8		16	Appel (y compris appel avec référé)	16	

CONDITIONS D'ENTRÉE ET DE SÉJOUR DES ETRANGERS			
N/	PROCÉDURES	Coeff uv (2)	
28	Article 48 de l'ordonnance n/2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte	4	
29	Article 50 de l'ordonnance n/2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte	4	

Après avoir fait application, le cas échéant, pour la personne agréée de l'article 55 du décret du 12 avril 1996 modifié, fixant pour celle-ci la contribution de l'Etat aux deux tiers de celle fixée à l'article 54 " (3), arrêtons la présente attestation à £££ UV, \_\_\_\_\_  
(nombre d'UV en lettres).

Et après, le cas échéant, application du pourcentage d'aide juridictionnelle partielle au taux de \_\_\_\_\_ %, à ££ UV

Soit un montant total de \_\_\_\_\_ (somme en toutes lettres)

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

**SIGNATURE :**

- (1) Cocher la rubrique correspondante.  
(2) Rayer la mention inutile.  
(3) Cocher la case le cas échéant.



N°	NATURE DE LA MISSION - AFFAIRES PÉNALES	Coeff. U.V. (1)	
1	Instruction criminelle (3)	40	
2	Assistance d'un accusé devant la cour criminelle ou le tribunal pour enfants statuant au criminel (b)	40	
2-1	Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché	2	
3	Débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire	2	
3-1	Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché et débat contradictoire relatif à la détention provisoire assurés par le même avocat	3	
4	Instruction correctionnelle avec détention provisoire devant le juge d'instruction ou le juge des enfants (3)	16	
5	Instruction correctionnelle sans détention provisoire devant le juge d'instruction	10	
6	Instruction correctionnelle sans détention provisoire devant le juge des enfants avec renvoi devant le tribunal pour enfants	10	
7	Assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet y compris la phase d'instruction)	3	
8	Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants	4	
9	Assistance d'un prévenu devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 5 <sup>ème</sup> classe)	2	
10	Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels	4	
10-1	Assistance d'un prévenu pour les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention (5) et autres procédures devant la chambre de l'instruction (y compris extradition et procédures de remise résultant de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen).	4	
11	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 1 <sup>ère</sup> à la 4 <sup>ème</sup> classe) (3)	2	
12	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant une juridiction de jugement du 1 <sup>er</sup> degré (à l'exception des procédures mentionnées aux rubriques n°11 et 14)	6	
13	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal supérieur d'appel (chambre des appels correctionnels) (3)	10	
14	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour criminelle ou le tribunal pour enfants statuant au criminel (3) (a)	24	
15	Assistance d'une partie civile pour une instruction correctionnelle (3) (4)	6	
16	Assistance d'une partie civile pour une instruction criminelle (3) (4)	8	



17	Assistance d'un condamné devant le président du tribunal de première instance ou le juge des enfants statuant en matière d'application des peines ou le tribunal pour enfants statuant en matière d'application des peines	2	
18	Représentation d'un condamné devant la chambre de l'application des peines du tribunal supérieur d'appel, son président ou la chambre spéciale des mineurs	2	
21	Assistance d'un condamné lors du recueil de son consentement pour le placement sous surveillance électronique	2	

MAJORATIONS				
N°	Types de majorations	Coeff. U.V.	Majoration	Total
42	(a) Jour supplémentaire d'audience pour l'assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour criminelle, le tribunal pour enfants statuant au criminel	7	x 7	
44	(b) Jour supplémentaire d'audience pour l'assistance d'un accusé devant la cour criminelle, le tribunal pour enfants statuant au criminel	12	x 12	

Nous \_\_\_\_\_, Greffier attestons que (2) l'avocat, la personne agréée nommé(e) ci-dessus a accompli le \_\_\_\_\_ la mission pour laquelle il (elle) a été désigné(e).

Après avoir fait application, le cas échéant, pour la personne agréée de l'article 55 du décret du 12 avril 1996 modifié, fixant pour celle-ci la contribution de l'Etat aux deux tiers de celle fixée à l'article 54 " (6)

Arrêtons la présente attestation à £££ UV \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ (nombre d'UV en lettres)

Et après, le cas échéant, application du pourcentage d'aide juridictionnelle partielle au taux de \_\_\_\_ % à ££ à UV,

Soit un montant total de \_\_\_\_\_ (somme en toutes lettres).

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

**SIGNATURE :**

-----

(1) Cocher la case correspondante.

(2) Rayer la mention inutile.

(3) En cas de pluralité d'avocats désignés pour assister une personne à l'occasion des procédures pénales prévues par la présente rubrique, une seule rétribution est due.

(4) Une seule rétribution est due pour l'assistance de la partie lors de l'ensemble de la phase procédurale visée, que la chambre de l'instruction ait été saisie ou non.

(5) L'ensemble des appels portés au cours de l'instruction devant la chambre de l'instruction donne lieu à une rétribution forfaitaire de 5 UV.

(6) Cocher la case le cas échéant.



**Jurisdiction  
(adresse-Cachet)**

(Articles 2 et 5 du décret n°2005- 1506 du 5 décembre 2005)

## ORDRE ADMINISTRATIF ET COMMISSIONS ADMINISTRATIVES

[illegible]

N°/	I - PROCÉDURES	Coeff uv (1)		N°/	II - COMMISSIONS ADMINISTRATIVES	Coeff uv (1)	
1	TRIBUNAL ADMINISTRATIF ; AFFAIRES AU FOND	16		11	COMMISSION D'EXPULSION DES ETRANGERS	6	
2	TRIBUNAL ADMINISTRATIF ; AUTRES PROCEDURES	4					
10	AUTRES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES	10					

(3) Cocher la case le cas échéant.



**ANNEXE N°3**

Imprimé relatif à l'intervention de l'avocat ou de la personne agréée  
désigné d'office au cours de la garde à vue



**INTERVENTION D'UN AVOCAT OU D'UNE PERSONNE AGREEE  
DESIGNEE D'OFFICE AU COURS D'UNE GARDE A VUE****Décret n°2005-1506 du 5 décembre 2005 relatif à l'aide juridique à Mayotte****INTERVENTION DE L'AVOCAT**

MAITRE

INTERVENTION DE LA PERSONNE AGREEE

EST INTERVENU(E) LE

DATE :

*AU COURS DE LA GARDE A VUE DE LA PERSONNE OU DES PERSONNES DESIGNEES CI-APRES (LORSQUE L'AVOCAT EST APPELE A INTERVENIR POUR PLUSIEURS PERSONNES GARDEES A VUE DANS UN MEME LIEU LORS D'UN MEME DEPLACEMENT) :*

M. NOM, PRENOMS

M. NOM, PRENOMS

M. NOM, PRENOMS

M. NOM, PRENOMS

M. NOM, PRENOMS

DANS LES LOCAUX DE

DESIGNATION DU SERVICE D'ENQUETE

A

LIEU :

L'INTERVENTION S'EST DEROULEE

DE

HEURE D'ARRIVEE :

A

HEURE DE DEPART :

Nom, Prénom – et Signature de l'Officier ou de l'Agent de Police Judiciaire

Cachet

**DESIGNATION D'OFFICE**

NOUS

bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de Mayotte

DESIGNONS D'OFFICE

POUR INTERVENIR AU TITRE D'UNE GARDE A VUE

FAIT A

LE

Signature et cachet

**MONTANT DE LA RETRIBUTION**☐ RETRIBUTION DE BASE☐ MAJORATION DE NUIT☐ MAJORATION DE DEPLACEMENT

MONTANT

X

personnes

=

FAIT A

LE

LE BATONNIER

MONTANT TOTAL

LE PRESENT ETAT EST ARRETE ET LIQUIDE A LA SOMME DE :

FAIT A

LE

L'ORDONNATEUR SECONDAIRE :



**ANNEXE N°4**

Tarif de la rétribution de l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue



**AIDE A L'INTERVENTION DE L'AVOCAT AU COURS DE LA GARDE A VUE**  
**barème résultant du décret n° 2005-1506 du 5 décembre 2005 relatif à l'aide juridique à Mayotte**

Nature de la prestation	tarif applicable en euros
<b>Forfait de base</b>	28
majoration pour déplacement (1)	14
majoration pour intervention de nuit (2)	11

(1) pour une intervention effectuée hors des limites de la commune du TPI ; lorsque le même avocat est appelé à intervenir pour plusieurs personnes gardées à vue dans un même lieu lors d'un même déplacement, ces majorations ne peuvent être perçues qu'une fois.

(2) entre 22 heures et 7 heures

(1) et (2) ces deux majorations sont cumulables